

## APERÇU SUR LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

### DU REGIME DE SAIGON

Dans une récente interview au Washington Post (International Herald Tribune, 15-3-74), l'ambassadeur des Etats-Unis à Saigon, M. Graham Martin, affirme que le régime de Saigon aura besoin d'une très forte aide financière américaine au cours des deux prochaines années si les Etats-Unis veulent prévenir une victoire adverse.

A sa manière, le diplomate américain a involontairement attiré l'attention de l'opinion sur l'extrême fragilité d'un régime totalement dépendant de l'aide américaine, aux prises avec une très grave crise économique et sociale.

Cette crise s'est accélérée considérablement depuis un an avec le départ des troupes américaines et la poursuite des opérations militaires.

Le quotidien saigonnais *Điện Tín* (La Dépêche) du 1-3-74 a publié un article du député de l'opposition, *Lý Qui Chung*, intitulé 'La transfusion sanguine quotidienne' dont voici quelques passages

'La République du Vietnam est le pays dont la balance du commerce extérieur est la plus déséquilibrée du monde ! Si jusqu'à présent le 'malade' tient encore économiquement et financièrement, c'est seulement grâce à l'aide massive des Etats-Unis sous des formes diverses. Depuis 1955 les exportations de la RVN continuent de baisser, tandis que ses besoins d'importations ne cessent d'augmenter surtout dans les années 1971, 1972, 1973.

'En d'autres termes, si la RVN a pu survivre au cours des années passées, cela est dû uniquement à cette thérapeutique d'urgence de la 'transfusion sanguine'. L'économie de la RVN n'a ni la capacité pour faire remonter la 'pression artérielle', ni la possibilité de la maintenir au niveau requis, car la RVN n'a fait aucun progrès notable pour développer ses exportations. L'aide américaine a donné à la RVN l'habitude de 'vivre' sans recourir à des exportations. (...)

'Pour ce qui est des exportations du Sud-Vietnam, il faut avant tout parler des produits agricoles, du caoutchouc et du riz en premier lieu. Viennent ensuite des plantes industrielles comme le thé, le café, le chanvre, la canne à sucre, etc... et enfin, des productions alimentaires comme la banane, le soja, l'arachide, la noix de coco, etc...

'Cependant la guerre durant ces 20 dernières années a forcé les paysans à abandonner la campagne pour se regrouper dans les villes, entraînant ainsi la diminution des surfaces cultivées et, par conséquent, la production agricole qui n'arrive plus à satisfaire les demandes intérieures, sans parler des besoins d'exportations.

'La poursuite de la guerre est une orientation tout à fait contraire avec les nécessités de l'exportation... La RVN est pleinement consciente que la dépendance exclusive de l'aide américaine conduira fatalement l'économie à une impasse...'

Les principales manifestations de cette crise sont faciles à observer :

- Recul considérable de la production tant industrielle qu'agricole, niveau élevé du secteur 'improductif' (en raison de la poursuite de la guerre), déséquilibre record de la balance commerciale, très grave déficit budgétaire financé par une augmentation considérable des impôts et une inflation vertigineuse.

-- Cette inflation galopante s'est traduite par une escalade sans précédent des prix et une dépréciation accélérée de la monnaie locale (une dévaluation de la piastre par mois, depuis un an), réduisant à la misère noire la population des zones sous contrôle de Saïgon.

Alors que Washington n'a pas ménagé son aide militaire au cours de l'année écoulée et qu'il prévoit d'en doubler le montant au cours du prochain exercice fiscal, l'aide économique et financière américaine en raison de la réticence du Congrès et des difficultés politiques de M. Nixon suite à l'affaire du Watergate, est en baisse par rapport aux demandes formulées par M. Thiêu, et s'avère incapable de remédier à la crise économique et sociale qui ne cesse de s'amplifier. L'espoir en des investissements étrangers et en un consortium d'aide multilatérale ne s'est pas réalisé. Sans un changement radical de la politique en cours, le régime pourrait difficilement survivre.

#### A.- Recul de la production

Avant la 2e guerre mondiale, le Sud-Vietnam fut un des premiers pays exportateurs de riz et de caoutchouc du monde (1.500.000 tonnes de riz exporté en moyenne par an).

La guerre avec les bombardements systématiques des campagnes et l'emploi massif des produits défoliants toxiques par l'aviation américaine a entraîné un dépeuplement rapide des campagnes et une baisse brutale de la production agricole.

Le riz, qui représente la nourriture de base de la population, doit être importé en grosses quantités :

1967	:	750.318 T
1970	:	567.675 T
1973	:	450.000 T

"Les difficultés économiques, écrit l'hebdomadaire Newsweek du 15-10-73, viennent principalement de la dépendance totale du pays aux importations. Absolument tout, des machines au dentifrice ou au complément de riz, doit être importé."

GRAVE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Commerce extérieur  
(en millions de dollars US)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Importations	370	653	750	669	853	779	803	695
Exportations	41	25	37	41	33	13	15	23
Exp/Imp (o/o)	11o/o	4o/o	5o/o	6o/o	4o/o	2o/o	2o/o	3o/o

Ministère des finances de Saigon  
(Far Easter Economic Review, 11-6-1973)

En 1974, les importations atteindront 1,1 milliard de dollars à cause de la hausse des prix mondiaux — Rien que pour l'essence, le riz et les engrais, il faudra 900 millions de dollars !

Selon le Dien Tin (6-3-74), le régime de Saigon ne dispose plus que de 55 millions de dollars en devises étrangères !

B.- Niveau record de dépenses publiques dues à la prolongation des hostilités

A cause de la poursuite des opérations militaires, 1,1 million de soldats sont maintenus sous les drapeaux, sans compter les effectifs de la Police et de la Sécurité, soit au total 1,7 million, dont 352.000 fonctionnaires. Il y a donc au Sud-Vietnam :

- 1 soldat pour 17 habitants
- 1 policier pour 100 habitants
- 1 fonctionnaire pour 48 habitants.

Si l'on tient compte que 48o/o de la population est âgé de moins de 15 ans, le nombre des 'improductifs' peut atteindre 60 à 70 o/o de la population.

D'autres charges pèsent aussi lourdement sur l'économie du pays, comme l'existence de :

- 650.000 personnes regroupées de force dans les 'hameaux stratégiques'
- 335.000 réfugiés à 'reclasser'
- 407.000 nécessitant des secours
- 808.000 blessés et invalides de guerre

Il y a aussi chaque année quelque 250.000 jeunes qui atteignent l'âge de travailler, 160.000 ouvriers des entreprises américaines et des centaines de milliers de 'serveuses de bar', jetés sur le pavé et qui doivent aussi trouver du travail... (Dai Dân Tôc, 28-10-73).

Officiellement, le budget de la défense s'élève pour l'année 1974 à 284 milliards 680 millions de piastres, soit une augmentation de 23,24 o/o par rapport à 1973. Les dépenses de l'Éducation nationale ne représentent que 6 o/o du budget, celles relatives à la Santé 2 o/o, et celles consacrées aux affaires sociales (réfugiés et autres victimes de guerre) ne reçoivent que 0,3 o/o.

Selon le journal Dai Dân Tôc du 23-9-73, l'ensemble des dépenses de guerre et de répression absorbent 3/4 du budget de l'État.

B- INFLATION GALOPANTE :

Le budget de 1973 a accusé un énorme déficit. Pour 510 milliards de dépenses, il n'y a eu comme recettes que 160 milliards d'impôts, et 140 milliards d'aide. Il y a donc un trou de 210 milliards qui doit être couvert par l'inflation pure et simple. La masse monétaire qui était de 225 milliards 426 millions de piastres atteint fin 1973 450 milliards de piastres !

Tableau des prix au détail des principales denrées alimentaires à Saigon en 1973

En piastres

Produits	1-1-73	1-6-73	12-73	Pourcentage de hausse
Riz (1 litre)	100 p	140p	190-200	100 o/o
Une botte de liserond'eau	7 p	10	20-25	300 o/o
Romaine(un plant)	60-70	75-80	200-227	310 o/o
Oeuf de cane (la pièce)	15-20	20-25	30-38	100 o/o
Poisson de rivière(1 kg)	300-350	400-450	600-650	100 o/o
Poitrine de porc (1 kg)	300-400	450-500	850	120 o/o
Filet de porc (1 kg)	500-550	750-800	1100-1200	120 o/o
Sucre (1 kg)	320	600	700	110 o/o
Essence (1 litre)	60	105	145 (x)	140 o/o

Source : Journal DIEN TIN, 18-12-73

(x) Depuis le ~~26-2~~-74, le prix d'un litre d'essence coûte 240 piastres.

Depuis le Tet, Nouvel An Vietnamien (fin janvier), les prix des principales denrées alimentaires ont encore augmenté en moyenne de 40 o/o.

Devant cette nouvelle flambée des prix, les salaires ne permettent plus aux gens - pour ceux qui heureusement ont encore un salaire - de subsister que jusqu'au milieu du mois. Ainsi, tous les salariés, du professeur d'université au petit fonctionnaire ou à l'employé de bureau, tous sans exception doivent vivre d'expédients ou s'endetter...

En voici quelques cas glanés dans la presse de Saigon :

- Une veuve, six enfants. L'ainée est domestique, le second qui a quinze ans vient d'entrer dans les milices, cela lui rapportera une partie de ses frais d'études en attendant d'entrer dans l'armée. Tous fouillent les poubelles pour ramasser les bouteilles et les boîtes vides. Chaque jour la famille prend un repas composé de riz et de saumure de poisson. De temps à autre, l'ainée rapporte de ses employeurs quelques patates.

- le salaire d'un ingénieur, marié et père de deux enfants : 30.000 piastres, soit l'équivalent du prix de 200 litres d'essence super (d'après le député Nguyen Huu Chung)

- Sur un million 100.000 hommes de troupe au Sud Viet Nam, plus de la moitié gagne environ 20.000 piastres par mois. Sur les 300.000 fonctionnaires du service public, plus des 2/3 gagnent un tel salaire. Pour des millions d'agents du secteur privé, leur salaire n'est pas supérieur... Sur le total des 17 millions de sud-vietnamiens, à coup sûr, il y a plus de 10 millions de personnes appartenant à des familles qui ne gagnent par mois pas plus de 4.000 piastres par tête (environ 40 F français) (Dien Tin, 29-12-73)

- Un instituteur qui touchait en 1963 un salaire mensuel de 3.000 piastres, pouvait acheter 10 quintaux de riz ordinaire ; en 1973, il peut gagner 15.000 p. par mois, de quoi juste pour acheter un quintal de riz !

- Depuis le Têt, devant la nouvelle montée vertigineuse des prix, environ 25o/o des élèves des établissements d'enseignement secondaire à Saigon sont obligés d'interrompre leurs études pour pouvoir venir en aide à leurs parents.

Par ailleurs, 50o/o des élèves des classes de 10e jusqu'en 5e à partir de 10 heures du matin manifestent des signes de fatigue inquiétants : somnolence, vertige, etc... Selon un rapport des chefs de ces établissements scolaires, ces enfants sont trop sous-alimentés, en ne se nourrissant habituellement que du riz et de conserves de poisson. Au surplus, 30 o/o au moins d'entre eux se rendent en classe à jeûne, n'ayant rien à manger le matin (Dien Tin, 1 et 6-3-74)

### ...et dans la presse étrangère

- La richesse au Sud Viet Nam n'a jamais été ostentatoire. La misère non plus. On meurt désormais avec discrétion. A Ban Co, un faubourg particulièrement misérable, Mme Thàn, 36 ans, veuve sans pension, avait cinq enfants à sa charge. Le 18 août dernier, au matin, il lui restait un billet de 100 piastres : de quoi acheter du riz et du DDT pour un repas qui fut le dernier. Le soir, il y avait six morts de plus au Viet Nam... (France Soir, reportage de Yves Guy Berger, 29-9-73).

- On estime que les deux tiers de la population de Saigon - soit plus d'un million et demi de personnes - vivent sur des salaires inférieurs à 15.000 piastres (110 F) par mois. Salaires qui, du fait des dévaluations, perdent de 25 à 30 o/o de leur valeur chaque année. (Le Monde Diplomatique, janvier 1974)

- Nguyen Van Dang, 43 ans, fronçant ses sourcils regarde fixement son vieux petit taxi, jaune et vert. Il dit : " Je ne fais plus assez de courses pour pouvoir nourrir mes enfants. Je dois nourrir 9 enfants, ma femme et moi-même. Grâce au Ciel, un de mes enfants est dans l'armée maintenant.

Dang est un homme qui parle avec modération, il est vêtu d'un pantalon et d'une chemise blanche. Comme des milliers d'autres vietnamiens, il a subitement découvert qu'il est sur la touche et entraîné dans une phase d'économie des plus difficiles.

Cette situation alarmante s'est manifestée à travers une inflation ininterrompue...qui a contraint à des ajustements déchirants dans cette société.

Si ces ajustements se poursuivent et deviennent insupportables, les économistes tout autant que les simples citoyens comme Dang prévoient qu'il y aura des bouleversements politiques et sociaux menaçant le gouvernement Thieu et met en jeu la survie même de ce pays...

Actuellement, pour les économistes d'ici, la menace due à la fragilité de l'économie est aussi dangereuse, sinon plus dangereuse que la menace due à la présence des troupes communistes.

Les faits économiques de la vie sont chaque jour plus visibles.

Pour Dang, ces faits ce sont l'augmentation du prix de l'essence qui atteint 1,60 dollar le gallon (3,78 l), le doublement du prix du riz en un an, et l'ascension rapide des prix de presque tous les autres articles de consommation depuis l'électricité jusqu'au prix des transports publics.

...Dang confie : "Si le prix de l'essence augmente encore, je me verrai contraint de cesser mon travail". Alors il partagera le sort des plus de 1.000 chauffeurs de taxi réduits au chômage en raison du bond en avant du prix de l'essence...

La situation de pénurie fournit les titres des journaux de Saïgon. Récemment, on a beaucoup parlé du cas des milliers de travailleurs menacés d'expulsion parce qu'ils n'ont pas de quoi payer leur loyer.

L'épouse de Dang, une femme de 42 ans, avec un visage aux traits anxieux et fatigués, assise sur le divan, parle : "Je suis si malheureuse. Quand donc aurons nous de l'argent pour acheter de quoi manger ?"

Subitement, elle est comme saisie de fièvre et parle avec un accent pathétique : "Eh monsieur, est ce que vous voulez une paire de gosses vietnamiens ?"

'Si vous voulez une fille, je vous donnerai une fille. Si vous voulez un garçon, je vous donnerai un garçon. Je vous en prie. Je vous supplie de les prendre. Nous allons avoir des dettes'

(Philip A McCombs, Washington Post 6-3-1974)

- Dans le riche delta, les gens s'arrangent pour vivoter, vaille que vaille...A Saïgon, pour la première fois, des gens ont faim. Même les plus pauvres, auparavant, avaient leur riz quotidien. Il n'est plus assuré pour tous maintenant. Vingt piastres les cent kilos, contre quatorze mille il y a un an, alors que les bas salaires - pour ceux qui ont des salaires - descendent souvent à dix mille par mois, les plus mal lotis étant les petits fonctionnaires et les simples soldats (La triste fête du Têt, Le Figaro, 21-1-74)

ESCALADE FANTASTIQUE DES IMPÔTS :

Il est prévu que les impôts en 1974 rapporteront 247 milliards de piastres. Il y a en outre des impôts locaux perçus par les autorités départementales ou communales. Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur de Saïgon, rien que pour l'impôt foncier, il s'élève en moyenne à 65 milliards de piastres.

Tableau des rentrées fiscales de 1970 à 1974  
en piastres

Année	:	Montant des rentrées fiscales
1970	:	38 milliards
1971	:	49 milliards
1972	:	68 milliards
1973	:	160 milliards
1974	:	247 milliards (estimé)

Voici la Répartition des rentrées fiscales selon le mode  
de perception en 1973 et en 1974

en milliards de piastres

	:	1973	:	1974	:	Taux d'augmentation
- Impôts <u>directs</u> (sur les bénéficiaires, patente, revenus)	:	18,2	:	27	:	50 o/o
- Impôts <u>indirects</u> dont	:	67,3	:	165	:	150 o/o
- T.V.A.	:	40	:	70,4	:	75 o/o
- Taxe spéciale sur la consommation (sur le sucre, l'es- sence, les cigarettes, la bière)	:	24,8	:	90,4	:	265 o/o

A elle seule, la population des 11 arrondissements de Saïgon devra en 1974 verser au percepteur la somme totale de 179 milliards 373 millions d'impôts. Si l'on les répartit sur les 3 millions d'habitants de l'agglomération saïgonnaise, chaque habitant - riche ou pauvre - devra verser environ 60.000 piastres. Soit pour une famille de 5 enfants, en moyenne c'est 420.000 piastres qu'il faudra débours en 1974, sans compter l'impôt foncier. (Dien Tin, les 25-10, 23-12, 25-12-1973).

## DEVALUATION EN CASCADE DE LA PIASTRE

Devant l'inflation galopante entretenu par le déficit budgétaire, devant le fort déséquilibre de la balance commerciale, la faible réserve des devises disponibles, il est normal que la valeur de la monnaie du régime de Saigon se fonde à vue d'oeil. Il y a 13 dévaluations depuis plus d'un an, soit environ une dévaluation par mois :

Il faut maintenant 605 piastres pour échanger contre un dollar alors qu'il en fallait 475 en janvier 74 et 445 en octobre 1972.

'La piastre ne vaut plus rien. Qu'on en gagne 500 ou 1.000, c'est toujours la même affaire, on ne peut plus rien acheter.'  
(Le Monde, 25-3-74)

## DE L'AIDE AMERICAINE

Pour l'année fiscale 74 (1er juillet 73 - 30 juin 1974), l'aide militaire américaine s'élève à 813 millions de dollars et l'aide économique est réduite à 320 millions de dollars, somme plus faible que n'importe laquelle des 8 dernières années (d'après l'ambassadeur des USA à Saigon, H. Graham Martin).

Pour l'année fiscale 75 (1er juillet 74 - 30 juin 1975), l'administration Nixon a demandé et prévu de presque doubler l'aide militaire à Saigon qui s'élèverait à 1.450 millions de dollars (⊗), tandis qu'elle demande 648 millions d'aide économique pour l'Indochine (Sud-Vietnam, Laos, Cambodge). M. Martin craint que le Congrès ne 'rogne' encore sur ces crédits demandés, alors qu'il estime que le régime Thieu doit bénéficier 850 millions de dollars d'aide économique, pour pouvoir effectuer 'le décollage économique'. Les sommes demandées ne suffisent, affirme-t-il, que pour maintenir la situation économique présente.

Cette aide économique US sert principalement à financer le déficit de la balance commerciale de Saigon. En tout cas elle sert à écouler les marchandises US en surplus, Washington acceptant le paiement en piastres de ces marchandises pour le montant de l'aide. Il faut tenir compte dans ces échanges de la dévaluation de la piastre qui fait que Saigon reçoit moins de produits pour un même montant de crédits.

---

(⊗) (Le Secrétaire à la Défense Clements vient de déclarer qu'il faut porter cette somme à 1 milliard 600 millions de dollars, faute de quoi les activités militaires de Saigon risquent de se ralentir dans 4 mois.

## DE L'AIDE ETRANGERE (autre qu'américaine)

Jusqu'ici les montants d'aide étrangère ne sont pas très importants, surtout en regard des besoins élevés du régime de Saïgon.

Il faut souligner que ces crédits si modestes<sup>soient</sup> ils représentent une aide non pas pour les besoins du développement de l'économie sud-vietnamienne ni pour le bien-être de la population, mais servent pratiquement le groupe Thiêu dans son entreprise de sabotage des Accords de Paris.

Cependant les pays qui accordent de tels crédits ont posé des conditions contraignantes, en particulier ils exigent que les crédits soient affectés aux achats de leurs propres produits ou machines.

On note que la Banque asiatique pour le développement a accordé un prêt de 6,3 millions de dollars (à un taux d'intérêt de 2,50/o à rembourser en 25 ans). La France a accordé un crédit de 135,2 millions de francs pour l'extension et la modernisation de la cimenterie de Ha tiên, Formose a prêté 5 millions de dollars, le Japon 50 millions de dollars, l'Allemagne fédérale a seulement promis un prêt de 31 millions de dollars...

L'agence A.F.P. écrit le 10-10-1973 à ce propos :

" Naturellement, cette aide est toujours une aide technique ou humanitaire, alors que les besoins les plus urgents pour le gouvernement du président Thiêu est de trouver de l'argent nouveau pour faire face à une balance des paiements de plus en plus déficitaire. Dans les milieux économiques de Saïgon, on n'arrive pas à imaginer comment le Sud Viet Nam pourra trouver les centaines de millions de dollars qui lui sont nécessaires pour relancer une économie chancelante, pour diminuer l'escalade des prix et éviter la dévaluation incessante de la piastre'.

Le député de l'opposition Ly Qui Chung (op. cité) écrit :

" ...Les efforts pour demander l'aide étrangère n'ont abouti le plus souvent qu'à de vagues promesses, ou tout au plus à l'octroi de quelques crédits au titre d'aide humanitaire", nettement dérisoire pour redonner vie au malade..." (Dien Tin, 1-3-74).

## DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Le régime de Saïgon a mis beaucoup d'espoir dans les investissements étrangers. Profitant des pleins pouvoirs que lui a "accordé" l'"Assemblée nationale" de Saïgon, M. Thiêu en 1972 a pris une série de mesures et de décrets-lois destinés à attirer les capitaux étrangers, mesures et décrets qui font dire à un journaliste étranger que la législation du Sud Viet Nam en matière d'investissements étrangers est "la plus libérale" dans le monde : exonération d'impôts pendant les 5 premières années, rapatriement sans aucune restriction des bénéficiaires, engagement de ne jamais procéder à la nationalisation des entreprises étrangères. Pour prouver sa réelle bonne volonté, M. Thiêu est allé jusqu'à "dénationaliser" un

certain nombre d'entreprises nationales comme la Compagnie sucrière, la Société des verreries, la Société des eaux minérales Vinh Hao... en les rendant " au secteur privé" vietnamien (En réalité ces sociétés appartiennent à des capitaux étrangers, les Vietnamiens ne sont que des prête-nom)

Cependant, la réticence est grande et générale. Les investisseurs étrangers sont très peu pressés, car les combats continuent encore et l'incertitude politique est trop grande pour eux.

Dans le Monde du 2-10-73, Jacques Decornoy écrit : "Le président sud-vietnamien espère beaucoup des investissements privés étrangers. Il envoie depuis des mois - à Singapour, en particulier - des missions chargées de tâter le terrain auprès des firmes asiatiques et occidentales implantées dans la région. De nombreux hommes d'affaires ont visité Saigon depuis un an. Mais les décisions d'investir sont fort rares et ne portent pas sur des sommes importantes ni sur des secteurs-clés. Ni Washington ni Tokyo n'assurent d'autre part de tels investissements : le risque politique est trop élevé " (X)

Et David K. Shipler rapporte dans le New York Times du 10-7-73 "Malgré de vigoureuses mesures d'encouragement comme l'exonération d'impôts sur les bénéfices pendant cinq ans, jusqu'ici il n'y a pas d'engagement financier important de la part des investisseurs, en grande partie parce qu'ils s'inquiètent de la menace d'extension de la guerre et de soulèvement politique. Vo Ba Phuoc, Vice-ministre du Plan a dit : " Jusqu'à maintenant, je pense qu'ils (les investisseurs étrangers) ne font que tâter l'eau du bout des pieds pour voir si elle est chaude ou froide " .

Selon M. Nguyen Dang Khoi, secrétaire général du " Comité des investissements ", pendant les 6 premiers mois de 1973, il y a eu seulement 6 millions de dollars d'investissements dans la zone contrôlée par Saigon (Tin Quê Huong, organe de l'ambassade de l'administration de Saigon à Paris, numéro du 12-8-73).

Et le député Vo Huu Thu de faire remarquer que " depuis le début de l'année, le ministère de l'économie a donné l'autorisation d'importer jusqu'à 21 millions de dollars de rouge à lèvres, de soutien-gorge et de slip féminin... " (Dai Dan Toc, 30-9-73)

Jusqu'à ce jour, on a connaissance de quelques projets relativement modestes : la Société Pepsico projette d'implanter une usine de Pepsicola, la BGI (Brasseries Générales de l'Indochine) d'ouvrir une fabrique de boissons rafraichissantes à Danang, Sony de bâtir une usine de montage de récepteurs de télévision, Hyatt International Corp. de construire un hôtel de 21 étages avec 550 chambres (en association avec Mitsubishi) comme Hilton et Denis Frères S.

Mais ce sont seulement des projets .

---

(X) l'O.P.I.C. (Overseas Private Investment Corp.), organisme officiel qui garantit les capitaux américains investis à l'étranger, en cas de perte due à la guerre ou à la nationalisation, refuse d'accorder sa garantie aux capitaux investis au Sud-Vietnam. Il en est de même pour l'organisme correspondant au Japon.

ET DU PETROLE ?

Le régime de Saigon a fait beaucoup de tapage sur l'existence du pétrole sur le plateau continental du Sud Viet Nam.

Pour le moment, le pétrole n'a pas encore jailli au Sud Viet Nam. A supposer même que les sociétés qui ont obtenu le permis d'investigation et de forage, arrivent à faire jaillir effectivement du pétrole, il faudrait d'après le Washington Post (3-7-73) au moins 5 ans avant que l'industrie d'extraction et d'exploitation du pétrole, puisse s'établir et fonctionner. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé vers la mer de Chine!

Il convient de souligner ici qu'en vertu de l'Accord de Paris, l'administration de Saigon n'a aucunement le droit de disposer des ressources naturelles du Sud Viet Nam en signant des contrats avec les compagnies étrangères, comme vient de le rappeler une déclaration solennelle du G.R.P., le 21-2-1974.

" Les ressources naturelles du pays sont la propriété sacrée, inviolable de la population sud-vietnamienne. Seule une structure de pouvoir issue des élections générales libres et démocratiques organisées par le Conseil National de réconciliation et de concorde nationales comme le stipule l'Accord de Paris, peut décider au nom de la population sur les richesses naturelles sacrées du pays. Les contrats signés par l'administration de Saigon avec tout pays, toute compagnie et société étrangères sur l'exploitation des ressources pétrolières n'ont aucune valeur et ne sauraient engager la population sud-vietnamienne. "

Mais en attendant, la note à payer pour l'importation de 2 millions de tonnes par an nécessaires à la consommation locale s'élève à 220 millions de dollars, au lieu de 85 millions en 1973.

Si Saigon parvient à réduire même sa consommation à 40 o/o, la note à payer sera encore de 160 millions de dollars, alors que le total des exportations prévues pour 1974, n'atteindra, dans la meilleure hypothèse, que 60 millions de dollars !

Pendant ce temps, l'augmentation considérable du prix des carburants entraîne un ralentissement de 50 à 70 o/o dans les activités de pêche (une des principales ressources du pays), et d'au moins 40 o/o dans les transports et autres activités industrielles...

On voit que des difficultés nouvelles tout aussi énormes viennent s'ajouter à la crise qui sévit à Saigon qu'une agence de presse américaine Associated Press a qualifié de "catastrophique" (A.P., 16-2-74).

SAUVETAGE DE L'ECONOMIE SUD-VIETNAMIENNE PAR

UN CONSORTIUM D'AIDE MULTILATERALE ? (x)

Consciente de l'extrême gravité de la crise économique qui sévit au Sud Viet Nam, et fidèle en cela à la doctrine en cours, l'ad-

---

(x) Voir le Rapport du professeur Gabiel Kolko à ce sujet.

ministration Nixon a cherché dès avant la signature de l'Accord de Paris, à faire partager le lourd fardeau de l'aide au régime Thiêu. Mais en raison de l'impopularité de la guerre d'agression U.S. auprès de l'opinion publique mondiale, Washington n'a jamais pu vraiment obtenir de succès en ce domaine.

Dès après la tenue de la Conférence Internationale sur le Viet Nam vers la fin de février 1973 à Paris, de hauts fonctionnaires du Département d'Etat US révélèrent qu'ils commenceraient à mettre sur pied un système d'aide multilatérale. Une mission d'étude secrète de la Banque mondiale dont le président est M. Robert McNamara, a été envoyée à Saigon fin mai 1973. En septembre 1973, M. Kissinger a indiqué que l'intention des Etats-Unis est d'arranger la constitution d'un groupe consultatif comme il en existe pour l'Indonésie - de la Banque mondiale et de la Banque asiatique pour le Développement. Entretemps, la mission de la Banque mondiale qui a passé 10 jours à Saigon, a envoyé le 28 septembre 1973 un rapport à un nombre très limité d'officiels dans les nations capitalistes industrialisées membres de la Banque. Sous les auspices de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement s'est tenue à Paris une rencontre confidentielle les 15 et 16 octobre 1973. (x)

L'organisme de la Banque mondiale qui s'occupe des prêts, l'I.D.A. (Association pour le Développement International) constitue une alternative tentante pour réaliser le désir de Washington de sauver l'économie de M. Thiêu. L'I.D.A. accorde des prêts virtuellement sans intérêt à des pays sous-développés dans l'optique de servir le néo-colonialisme dans le Tiers Monde. Cependant, par un vote négatif sans précédent le 23 janvier 1974, la Chambre des Représentants US a refusé l'octroi d'un don de 1,5 milliard de dollars à l'I.D.A. qui aurait permis à ce dernier d'effectuer le prêt à M. Thiêu.

Le fait que le don à l'I.D.A. était encore en suspens, la rencontre d'Octobre n'a pas pris de décision et une dernière réunion est prévue pour février 1974, laquelle réunion, a-t-on appris récemment, a été reportée à la fin du printemps 1974.

Les causes de ce report seraient nombreuses :

- la grave détérioration de l'économie sud-vietnamienne n'y serait pas étrangère ; car entretemps, une seconde mission de la Banque mondiale est envoyée à Saigon (fin novembre 1973) et qui a déposé un rapport selon lequel - à supposer que les objectifs très optimistes de M. Thiêu soient tous réalisés - en 1980 Saigon aura encore besoin de 770 millions de dollars d'aide économique étrangère par an, et vers 1990 ce montant s'abaisserait à 450 millions. Il est souligné dans ce rapport le grave déficit des échanges extérieurs.

---

(x) Participaient à cette rencontre l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie, la Hollande, le Japon, la Nouvelle Zélande, la Suède, la Suisse, le Royaume Uni, les Etats-Unis. Etaient également présents le F.M.I. et plusieurs organisations de l'O.N.U.

le très important déficit budgétaire, et le coût en augmentation de 12 o/o des dépenses militaires. Le rapport montre que c'est l'immense machine de guerre au Sud Viet Nam qui est la principale cause du malaise économique endémique du régime de M. Thieu. Cependant au lieu de tirer les conclusions qu'il faut diminuer ces dépenses militaires et toujours dans l'optique que l'Accord de Paris ne sera pas appliqué, les rédacteurs du rapport insistent sur l'urgence d'obtenir de nouvelles sources d'aide extérieure pour M. Thieu.

- selon John Sharkey du Washington Post (I.H.T., 14-3-1974), la constitution du consortium d'aide multilatérale a été reportée pour plusieurs raisons dont les deux principales sont d'une part la crise de l'énergie qui incite les gouvernements à réviser leur programme d'aide extérieure et à accorder plus d'attention aux dépenses dans leur propre pays, et d'autre part les réserves émises par plusieurs pays sur l'opportunité d'un tel consortium car il risque de favoriser le régime de M. Thieu au détriment de la R.D.V. et du G.R.P. Selon John Sharkey, les pays nordiques sont les plus réticents, en particulier la Suede "un pays qui a depuis longtemps soutenu le Nord Viet Nam et le Vietcong dans le conflit en Indochine".

Il est certain que l'administration Nixon ne va pas rester sur ce demi-échec et qu'elle fera d'ici à la prochaine réunion en mai ou en juin 1974, des pressions en direction des pays participants pour les inciter à accorder leur aide soit bilatérale soit multilatérale - sous une forme ou sous une autre - au régime de M. Thieu.

Faut-il rappeler que ces différentes tentatives d'aide multilatérale au seul régime de M. Thieu vont totalement à l'encontre de l'esprit comme de la lettre de l'Accord de Paris et de l'Acte final de la Conférence Internationale sur le Viet Nam.

### QUELQUES CONCLUSIONS

A l'issue de cette étude de la grave crise économique et sociale qui sévit à Saigon et dans la zone sous contrôle du régime Thieu, il semble un peu superflu de tirer des conclusions tellement celles-ci sont évidentes :

- Depuis que les Etats-Unis ont remplacé la France au Sud Viet Nam, ils ne se sont jamais soucie de développer l'économie afin de la rendre viable. Au contraire, pour maintenir leurs hommes de main et le Sud Viet Nam étroitement sous leur coupe, ils se sont acharnés à les rendre totalement dépendants de l'aide américaine. L'ampleur exceptionnelle du déséquilibre de la balance commerciale est donc la conséquence naturelle de la politique économique de l'impérialisme américain au Sud Viet Nam.

- La guerre a accumulé des destructions et réduit sérieusement les capacités de développement économique. Si une certaine 'prospérité' de caractère tout à fait superficiel s'était installée dans la zone de M. Thieu il y a quelques années, c'était en raison des dépenses sur place du corps expéditionnaire US qui rapportaient annuellement quelque 400 millions de dollars avec des centaines de milliers d'emplois liés à cette présence des G.I.'s. Le départ de ces troupes a mis en évidence la fragilité inhérente de l'économie, aggravé le déséquilibre structurel et accéléré le processus de crise.

- La poursuite de la guerre et le sabotage de l'Accord de Paris ont multiplié les difficultés du régime Thieu qui doit ainsi maintenir une machine de guerre colossale, un appareil de répression pléthorique; augmenter considérablement les impôts et aggraver les conditions de vie déjà bien précaires de la population, provoquant en de nombreux endroits la famine, phénomène inconnu jusqu'à présent au Sud Viet Nam réputé pour ses richesses naturelles.

Si l'on constate que sur le plan militaire et politique, la poursuite de la guerre se heurte à l'opposition résolue du GVP et suscite l'opposition générale de la population qui aspire fortement à la paix après 30 années de guerre ininterrompue, on se rend mieux compte que pour le peuple vietnamien la signature de l'Accord de Paris a créé de nouvelles conditions très favorables dans sa lutte pour parachever l'indépendance, la liberté et une paix véritable dans la réconciliation et la concorde nationales au Sud Viet Nam.

Le seul remède définitif à la crise économique, sociale et politique du régime de Saigon est dans la cessation de la guerre, l'application de l'Accord de Paris.

La voie du sabotage de l'Accord de Paris mène l'administration Nixon et le régime de Saigon à l'impasse et à l'échec.

Paris, le 24 mars 1974

Union des Vietnamiens en France  
16 rue du Petit Musc  
75004 PARIS

Rapport adressé à la Conférence de Stockholm pour le Viet Nam,  
29, 30, 31 mars 1974.